

# Note d'orientation de politique

10

## Les combustibles fossiles en Afrique dans un avenir sous contrainte du carbone

*L'Afrique regorge d'importantes réserves de ressources en combustibles fossiles. Il s'agit notamment d'environ 9,5% du total des réserves mondiales confirmées en pétrole brut, 8% des réserves en gaz naturel, et 4% des réserves de charbon. Une grande partie de l'énergie fossile en Afrique est soit exportée, soit n'a pas encore été traitée pour l'exploitation en Afrique. Malgré ses immenses ressources énergétiques, l'Afrique reste toujours confrontée à d'énormes défis énergétiques, y compris l'accès limité à l'énergie moderne pour la plupart, une infrastructure énergétique insuffisante, un faible rendement, et le manque de capacités institutionnelles et techniques pour faire usage de ses immenses ressources. La plupart des pays africains sont des importateurs nets d'énergie, comme les réserves de pétrole actuellement exploités se concentrent dans quelques pays seulement. En conséquence, le continent comprend 38 pays importateurs net de pétrole, ce qui démontre la forte dépendance de la plupart des économies africaines des combustibles fossiles importés. Une telle situation les expose à la volatilité des prix mondiaux du pétrole et met en péril leur équilibre de balances des paiements. Pour la plupart des pays importateurs de pétrole en Afrique, la forte augmentation du coût de l'énergie importée, couplée avec des ressources énergétiques traditionnelles de plus en plus rares (par exemple, le bois de chauffage), ont créé ce qu'on a appelé **une double contrainte énergie**. La compression a érodé une partie des gains économiques qui ont été engrangés au cours des dernières années et a exercé une forte pression sur la stabilité macroéconomique et la croissance économique.*

*La forte dépendance sur les combustibles fossiles pour produire de l'énergie a également facilité un certain nombre de problèmes environnementaux et sociaux aux niveaux local, régional et mondial. Il s'agit notamment de l'épuisement des ressources non renouvelables, l'appauvrissement de l'ozone, l'acidification des océans et le réchauffement climatique. La contribution de la production énergétique au réchauffement climatique est particulièrement inquiétante en raison de l'émission de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet lors de la combustion de combustibles fossiles.*

### Messages clés

- L'Afrique dispose de ressources en combustibles fossiles considérables et doit les exploiter pour améliorer l'accès à l'énergie et promouvoir la croissance économique.
- Le recours aux technologies de combustibles fossiles plus propres doit être favorisé, si les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites au minimum.
- Les permis négociables et autres instruments de politique peuvent être utilisés en Afrique

pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

### Défis et opportunités

L'Afrique est confrontée à un double défi énergétique. Le premier réside dans l'utilisation de ses énormes ressources en combustibles fossiles pour renforcer l'accès de l'énergie et améliorer la croissance économique, à la fois vitale pour le développement durable. Le deuxième défi consiste à réduire les émissions de la consommation de ces mêmes ressources. À l'avenir, les combustibles fos-

siles de l'Afrique devront être exploités de manière à minimiser les émissions de gaz à effet de serre. Malgré les difficultés, les importantes réserves de combustibles fossiles donnent à l'Afrique d'importantes possibilités d'améliorer l'accès à l'énergie, accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté.

L'impératif d'améliorer l'accès à l'énergie et de réduire la pauvreté en Afrique signifie que l'expansion de l'approvisionnement en énergies fossiles sera nécessaire à court ou à moyen terme. Mais cette expansion devrait être équilibrée avec des mesures pour développer des solutions énergétiques plus propres pour l'avenir. Par conséquent, se concentrer sur les technologies qui améliorent l'efficacité et la conservation énergétiques reste la meilleure stratégie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre lors de l'inflammation de combustibles fossiles.

Le passage à de nouvelles technologies énergétiques renouvelables est pertinent à long terme. Par contre, un tel changement prendra du temps, et certains obstacles difficiles, tels que les coûts initiaux élevés, le manque d'expertise technique et les contraintes institutionnelles devront être surmontés. Il sera financièrement logique de rechercher des gains d'efficacité maximales dans un premier temps, car ils sont susceptibles de réduire la base de l'offre et de créer ainsi un environnement d'investissement attractif pour les énergies renouvelables. Étant donné que les combustibles fossiles continueront à dominer l'approvisionnement énergétique à court et à moyen terme, il faudra accorder l'attention aux technologies de combustibles fossiles plus propres si les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites. Les technologies du charbon propre, y compris les technologies de valorisation du charbon, l'amélioration de centrales existantes, l'utilisation de technologies de pointe et des technologies à émissions quasi nulles, offrent des possibilités de réduire l'effet de serre et d'autres polluants lors de la combustion du charbon.

## **Instruments de politique pour atténuer les gaz à effet de serre**

Un certain nombre d'instruments de politique pourrait servir à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la production et l'utilisation de combustibles fossiles. Il s'agit notamment de taxes sur les émissions, des subventions ciblées ou de leur élimination, le cas échéant, les frais sur les produits, la réglementation, les échanges d'émissions, et la fourniture d'informations. Les politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre devraient également envisager le compromis entre efficacité et équité. Par exemple, la suppression des subventions ou l'imposition de taxes sur l'utilisation de combustibles fossiles saurait stimuler l'utilisation plus efficace des combustibles fossiles. L'équité de ces politiques dépendra de la nature des subventions ou des taxes et / ou qu'elles soient progressives ou régressives. Des études récentes ont montré que les taxes sur les carburants de transport dans certains pays africains sont progressives, ce qui indique que la charge de ces taxes pèse plus lourdement sur les ménages riches. Toutefois, il s'agit moins pour les combustibles fossiles tels que le kérosène qui sont utilisés pour la cuisson. Les différents instruments de politique cités ci-dessus ont des répercussions sur les coûts pour la société dans son ensemble. La réduction des émissions de gaz à effet de serre n'est pas le seul objectif, mais si l'Afrique doit aider à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle aura besoin de soutien, y compris de l'assistance financière, du renforcement des capacités humaines, et du transfert de technologie.

## **Implications de politiques et recommandations**

L'Afrique doit se servir de ses considérables ressources en combustibles fossiles pour améliorer l'accès énergétique et booster la croissance économique. Toutefois, cela doit se faire à bon escient, du

fait qu'une plus grande exploitation des combustibles fossiles entraîne nécessairement des impacts environnementaux aux niveaux local, régional et mondial. Bien que les émissions par habitant en Afrique sont encore faibles par rapport à celles du reste du monde, les émissions de toutes les sources de carburant se sont accrues en Afrique au cours du temps.

Il est de plus en plus clair que l'abandon des sources énergétiques en combustibles fossiles traditionnels n'est pas une option viable. Par conséquent, les technologies de combustibles fossiles plus propres doivent être mises en exergue. Bien qu'un certain nombre de ces technologies existent dans les pays développés, la plupart des pays africains sont confrontés à de nombreux défis dans l'utilisation des technologies de combustibles fossiles de pointe. L'utilisation de celles-ci en Afrique est limitée par des barrières économiques et institutionnelles, y compris les gros capitaux et les coûts d'exploitation. Le manque de financement, le manque de compétences, et les contraintes politiques, telles que les subventions pour les technologies traditionnelles, amplifient également le problème. Les obstacles institutionnels, tels que les problèmes liés au contrôle et à l'application, la réglementation environnementale, la pénurie d'information et les questions culturelles et sociales entravent la diffusion et la commercialisation de ces technologies. En outre, dans une partie du monde où l'accent est mis sur la nécessité de la transition vers l'utilisation de sources de combustibles modernes, l'adoption des technologies de combustibles fossiles plus propres pourrait ne pas constituer la priorité des gouvernements. Il faudrait aussi coopérer avec les pays développés étant donné que les problèmes environnementaux associés sont mondiaux, mais aussi locaux, dans leur nature. De plus, le déploiement de technologies d'énergie propre exige des engagements et des partenariats publics et privés concertés.

Les instruments de politique comme les permis négociables sont de plus en plus courants dans les pays développés et pourraient être expérimentés en

Afrique pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Les politiques visant à faciliter le développement des énergies renouvelables peuvent aussi aider à réduire la consommation de combustibles fossiles et réduire ainsi les émissions.

L'Afrique manque de capacité suffisante en recherche et développement (R & D) pour appuyer la prise de décision sur le plan énergétique. Il n'existe pas tout simplement de fonds en Afrique pour des études détaillées sur les mesures d'atténuation des gaz à effet de serre. En outre, l'absence de professionnels qualifiés et des engagements du gouvernement limite la R & D sur les technologies de combustibles fossiles en Afrique. L'augmentation des investissements publics dans les technologies innovantes et les projets de démonstration à grande échelle reste une nécessité. Nous recommandons que les pays africains participent aux Réseaux d'Experts sur les technologies de l'énergie de l'Agence Internationale de l'Énergie, qui vise à élargir la participation des principaux pays consommateurs d'énergie dans le réseau de l'AIE pour la collaboration en technologie énergétique. Cela permettra à l'Afrique d'acquérir une expertise et une expérience dans les technologies propres et avancées.

Enfin, des recherches sur les combustibles fossiles peuvent aider l'Afrique à réduire les émissions de gaz à effet de serre et permettre la conception de politiques et de stratégies appropriées pour le déploiement de technologies de combustibles fossiles en Afrique. Par exemple, il faut étudier le rôle des divers systèmes fiscaux dans la consommation de combustibles fossiles en Afrique. Il serait également pertinent d'examiner les obstacles à l'adoption de différentes technologies de combustibles fossiles au niveau des pays, étant donné que les problèmes sont spécifiques à chaque pays. Des stratégies pour la mise en œuvre des technologies propres doivent être fondées sur la recherche dans le domaine de la consommation, de la production et des obstacles à l'adoption de différents types de technologies propres.

## ClimDev-Afrique

**Pour plus d'information sur le CAPC et l'intégralité du programme ClimDev-Africa, veuillez visiter le site web de ClimDev-Africa sur: <http://www.climdev-africa.org>**

Ce document est le résultat d'une recherche menée par le Centre Africain pour la Politique en matière de Climat (CAPC) en collaboration avec des experts et rédacteurs sélectionnés. Le CAPC fait parti du programme Climat pour le Développement (ClimDev-Africa), une initiative commune de l'Union Africaine (AU), la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Le programme est financé par différents gouvernements et agences de développement. Cependant, les points de vue exprimés dans ce document ainsi que les informations qu'il contient ne sont pas nécessairement ceux et celles approuvés par ces institutions partenaires qui n'accepteront aucune responsabilité en cas d'association de quelconque information avec avec l'une d'entre elles.

© 2014, Centre Africain pour la Politique en matière de Climat (CAPC). Tout droits réservés.



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique



Commission  
de l'Union Africaine



Banque Africaine de  
Développement